



**CABINET YVES COCHET, MINISTRE DE
L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE
L'ENVIRONNEMENT : DOSSIERS DE JEAN-PAUL
ALBERTINI, DIRECTEUR DE CABINET, 1997-2002**

Répertoire numérique détaillé du versement 20040008

Auteur(s)

Patrick Cavalié, mission des archives du ministère de la transition écologique et solidaire

.

Première édition électronique

Mention de note éventuelle

Archives nationales

Pierrefitte-sur-Seine

2020

Cet instrument de recherche a été rédigé avec un logiciel de traitement de texte.
Il est en français.
Conforme à la /norme ISAD(G) et aux règles d'application de la DTD EAD
(version 2002) aux Archives nationales

Sommaire

Développement durable.....	5
Développement durable ; nucléaire ; canal Rhin-Rhône.....	5
Fonctionnement du ministère.....	5
Pollution atmosphérique ; prévention des risques ; agences de l'eau	6
Bruit ; infrastructures.....	6

Référence

20040008

Niveau de description

Groupe de cotes

Intitulé

Cabinet Yves Cochet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement : dossiers de Jean-Paul Albertini, directeur de cabinet.

Dates extrêmes

1997-2002

Noms des principaux producteurs

Ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement
Cabinet et services rattachés

Importance matérielle

5 dimabs, 1 ml

Langue des documents

Français

Institution responsable de l'accès intellectuel

Archives nationales.

Localisation physique

Pierrefitte-sur-Seine

Conditions d'accès

Communicables selon les articles L.213-1 à 213-8 du Code du patrimoine, sous réserve des restrictions imposées par l'état matériel des documents.

Conditions d'utilisation

Conformément aux règles de réutilisation des données publiques régies par la loi n°78-753 du 17 juillet 1978, dite loi CADA.

Modalités d'entrée

Versement

Historique du producteur

Yves Cochet, membre de plusieurs associations de défense de l'environnement puis membre fondateur du parti des Verts en 1984, conseiller municipal de Rennes à partir de 1989, devient ministre de l'Environnement et de l'Aménagement du territoire du gouvernement de Lionel Jospin en juin 2001. Il succède à Dominique Voynet, démissionnaire pour postuler au secrétariat national des Verts. En octobre 2001, il crée avec le ministre chargé de l'agriculture, Jean Glavany, l'Agence française pour le développement et la promotion de l'agriculture biologique.

Présentation du contenu

Ce versement se compose de dossiers concernant le développement durable, le nucléaire, la pollution atmosphérique, le bruit et les infrastructures.

20090302, 20080618, 20090144, 20040006, 20080051

20040008/1

Développement durable.

1997-2002

Johannesbourg, 2002 : programme relatif au sommet mondial du développement durable, colloque national novembre 2002, groupe des 77 et de la Chine. DEA - ECOTOX, 2000-2002 : DEA de toxicologie de l'environnement, Note sur l'écotoxicologie. Création d'un conseil national d'information environnementale : Rapport. Réunion des ministres de l'environnement du G8 à Banf : perspectives de l'environnement, Santé, climat et développement. Assises nationales du développement durable, 2002 : rapport, convention. Code de l'environnement, 2000-2002 : requête de la société MEREAU, convention. Gestion et comptes des parcs nationaux, 1997-2002 : financement du parc naturel du Morvan, Parc national de Sevrans ; site de Lescun ; NATURA 2000, recours, procédure, décision, conseil d'Etat. Élargissement de l'Union européenne, 2000-2001 : République tchèque, Hongrie, Lituanie, Estonie. Transposition des directives par ordonnance, 1997-2002. Effet de serre dans l'union européenne, gouvernance internationale de l'environnement, 1997-2002. Comité interministériel de la coopération internationale et du développement (CICID), 2000-2001 : comptes rendus de réunion. Institut français de l'environnement (IFEN) : rapport 2001-2002

20040008/2

Développement durable ; nucléaire ; canal Rhin-Rhône.

1997-2002

Convention de groupement scientifique suite au programme inter institutionnel de recherche et d'études en économie de l'environnement (PIREE), 2002. GIS du développement durable, 2001 : compte rendu du conseil d'orientation, budget. IRSN (institut de radioprotection et de sûreté nucléaire), 1998-2001 : budget, statut fiscal, rapport de présentation, étude d'impact, retraitement des combustibles irradiés. Rapport CHARPIN, 2000. Compagnie générale des matières nucléaires (COGEMA) 2000-2001 : décision à prendre dans le domaine nucléaire. Installations de la Hague, engagements franco-allemands. IPSN (institut de protection et de sûreté nucléaire), 2000-2001 : chutes d'aéronefs sur les installations nucléaires, statut fiscal. Inondations de la Somme, 2000-2001 : appel d'un jugement du tribunal administratif de Lyon ; projet sur le rapport public annuel Plan Loire de la cour des comptes. Canal Rhin-Rhône, 1997-2001 : rapport, réaffectation de la rente Rhin-Rhône ; Saône-Rhin, conseil d'administration : rapport de l'abandon du projet du canal Saône-Rhin ; Compagnie nationale du Rhône (CNR) : rapport de gestion.

20040008/3

Fonctionnement du ministère.

1997-2002

Conflits devant les tribunaux Syndicat national de l'environnement (SNE) - CFDT, 2000-2002 : entretiens avec la CFDT et la CGT. Correspondances entre le Premier ministre et M. Cochet, 2001-2002. Correspondances Directions régionales de l'environnement (DIREN), 2001-2002. Institut de formation à l'environnement (IFORE), 1999-2000 : conseil d'orientation, compte rendu, nomination du directeur. DRIRE, 1999-2000 : renforts de l'inspection des installations classées, rapport. Projet d'institution internationale pour le développement durable, 2000. Conditions d'accès aux emplois de chef de service, 2000 : nominations, avancements. Améliorations de l'efficacité de la tutelle des établissements publics, 1999-2001 : dérogations. Muséum national d'histoire naturelle (MNHN), 1999-2001 : rapport aux membres du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNESER). réforme, tutelle, diagnostic. Projet de loi sur le volontariat, 1998-

2001. Locaux d'administration centrale Ségur (Paris), 1997-1998. Rénovation de l'inspection générale, 1999. Création de la commission nationale des comptes de l'environnement, 1997 : organisation des travaux d'installation. Arrêté de nomination des membres. Épuration d'Achères, 2001. Rapport du groupe de concertation des OGM, 2001. Rapport sur les observations pour l'environnement, 2001. Rapport sur la mise en œuvre de la déclaration de Miami, 1997-2001.

20040008/4

Pollution atmosphérique ; prévention des risques ; agences de l'eau .

1997-2002

Pollution atmosphérique, 1997-1998 : mesures budgétaires, financement, taxe parafiscale ; affaire: ADEME/HYDROAGRIFRANCE, 2000-2001 : cour administrative d'appel. Plan POLMAR, 2000 : crédits, rapport de l'inspection générale. Acquisition des véhicules GPL, 2001. Accident de l'usine AZF, 2001 : amendement, PLF 2002. Rapport décret inspection générale, 1999-2001 : modalités de recours à des contractuels de l'environnement par IGE, Commission technique paritaire (CTP) programme de travail. Création de l'inspection générale, budget 2001 : rapport sur l'évaluation des activités de protection de la nature. Inspections périodiques des DIREN, 2001. Rapport Montroc, 2001. Rapport mission à la direction de l'agence de l'eau Adour-Garonne, 2001. Personnel Office national des forêts (ONF), 2001 : passage aux 35 heures , budget 99, rapport.

20040008/5

Bruit ; infrastructures.

1999-2002

Conseil national du bruit, 1999-2000 : nuisances sonores. Aéroports, 1999-2000 : plateforme aéroportuaire. SNCF: TGV, 1999-2000. Tunnel du Mont-Blanc, 1999-2000. Compagnie nationale des commissaires enquêteurs, 1999-2000 : rapports. Fédération nationale des travaux publics (FNTP), 1999-2000. Fédération nationale SCOP, 1999-2000. Partenariat entre la FNTP et les caisses d'épargne, 1999-2000. Enquêtes publiques, 1999-2000 : port de Nice, lycée professionnel à Foix (Ariège), abandon du canal Rhin-Rhône, port de Nantes Saint-Nazaire ; aqueduc entre le Rhône et la Catalogne. Tunnel routier du Somport. réalisation d'un centre hospitalier à Saint-Hilaire. Liaison Grenoble-Sisteron. autoroutes: A31, A28, A32, A831, RN202bis, A66, RN88, RN6, A89. Extension de la loi sur le littoral aux estuaires, l'estuaire de la Seine, amendement.